

Joseph Schumpeter

La marche au socialisme, 1949¹

Annexe à *Capitalisme, socialisme et démocratie*

I

Aux fins de réduire au minimum le risque de malentendus toujours à redouter au cours de discussions portant sur des thèmes analogues à celui de la présente session, je me propose de régler en premier lieu un certain nombre de points préliminaires avant d'entrer dans le vif de mon sujet qui consiste dans : les *répercussions de la situation actuelle de pression inflationniste sur l'avenir économique des États-Unis*.

1. Dans le cadre de cette communication, je définis le socialisme (du type centralisé) comme l'organisation de la société dans laquelle l'autorité publique (et non pas des entreprises placées sous le régime de la propriété et de la gestion privées) contrôle les moyens de production et décide ce qui sera produit, comment cela sera produit et à qui seront attribués les fruits de la production. L'expression « marche au socialisme », dans le sens où je la prends, signifie donc purement et simplement que les affaires économiques du peuple sont transférées du secteur privé au secteur public. Bien que, observons-le, les socialistes comme les antisocialistes aient, cela va de soi, des conceptions personnelles en pareille matière, il n'est guère possible de se représenter une société socialiste, au sens de ma définition, à défaut d'un immense appareil bureaucratique chargé de gérer les processus de production et de répartition et qui, à son tour, peut être ou non contrôlé par des organes de démocratie politique analogues à ceux qui fonctionnent de nos jours dans les pays occidentaux - un parlement ou un congrès et un corps d'agents politiques (sénateurs, députés, etc.), dont la position dépend de l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes électoraux. C'est pourquoi nous sommes fondés à identifier la marche au socialisme avec la conquête de l'industrie et du commerce privés par l'État. Certes, la doctrine socialiste classique décrit précisément ce même processus comme « l'extinction de l'État » : cependant il est facile d'expliquer ce paradoxe apparent en se référant à la théorie marxiste du gouvernement. Observons également que le socialisme n'est aucunement incompatible avec la décentralisation du pouvoir de décision, au sens administratif du terme - exactement comme le commandement centralisé d'une armée ne prive pas de toute initiative les chefs des groupes subordonnés. Observons, enfin, que le socialisme, au sens où nous l'entendons, n'exclut pas nécessairement (c'est-à-dire en vertu d'une nécessité logique) l'emploi des mécanismes concurrentiels : il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter, par exemple, au modèle de Lange-Lerner. Certes, la liberté de choix des consommations et de choix des occupations peut être restreinte dans les sociétés socialistes, mais elle ne l'est pas nécessairement.

2. Je ne préconise pas le socialisme. Je n'ai pas davantage l'intention de discuter la désirabilité ou l'indésirabilité de ce régime (quelle que soit d'ailleurs la signification que l'on puisse donner à ces termes), Je tiens enfin, et c'est là un point encore plus important à préciser avec le maximum de netteté, que je ne

1 Joseph Schumpeter a présenté sa communication « *The March into Socialism* » au congrès de l'*American Economic Association*, à New York, le 30 décembre 1949, en parlant d'après des notes et non pas en lisant un manuscrit. Le soir qui précéda sa mort, il était en train de mettre ses notes en forme pour publication dans les actes du congrès et il avait presque terminé son article. Il comptait le compléter le lendemain (8 janvier 1950) avant de partir pour Chicago où il devait faire des conférences sous l'égide de la fondation Walgreen. Ce texte est donc un premier jet, mais soigneusement rédigé de la main de l'auteur, comme l'étaient tous ses écrits : le temps ne lui a pas été donné d'y faire des corrections de détail, ni d'écrire les paragraphes finaux.

Les corrections, consistant essentiellement à ajouter des signes de ponctuation ou tel mot occasionnellement omis, ont été limitées au strict minimum. Les brefs paragraphes de conclusion ont été préparés par Mme J. Schumpeter, de mémoire et d'après les notes de l'auteur.

Nous reproduisons ce suprême message de l'illustre économiste avec l'autorisation de l'*American Economic Association* : ce texte a été, en effet, rédigé pour être publié dans le recueil des rapports et débats (*Papers and Proceedings*) du congrès tenu par cette association en décembre, 1949.

« prophétise » pas, ni ne prédit son avènement. Toute prédiction devient une prophétie extra-scientifique dès lors qu'elle vise à dépasser le diagnostic des tendances observables et l'énonciation des résultats qui se produiraient si ces tendances se développaient conformément à leur logique. De telles extrapolations ne sauraient, en soi, être assimilées à une prédiction ou à un diagnostic : en effet, l'intervention de facteurs extérieurs au champ d'observation retenu peut empêcher les tendances discernées d'aboutir à leur terme ; quand viennent en ligne de compte des phénomènes aussi éloignés que le sont les phénomènes sociaux de ceux dont les astronomes ont la bonne fortune d'étudier commodément le cours rigoureusement déterminé, des tendances observables, même si on les laisse se développer complètement, peuvent être compatibles avec plus d'une issue ; enfin, les tendances effectives étant en butte à des résistances, elles peuvent être mises hors d'état de se développer jusqu'au bout, mais s'arrêter essoufflées à mi-course. Nous allons illustrer point par point ces considérations.

En premier lieu, aucun observateur compétent - et, bien entendu, suffisamment objectif - de la Russie au temps de Stolypine n'aurait pu discerner l'existence d'une tendance quelconque orientée vers un état de choses ressemblant de près ou de loin au système de Lénine ni, en fait, y diagnostiquer autre chose qu'une évolution économique rapide et une adaptation décalée des institutions aux résultats de cette évolution. Il a fallu une guerre et l'effondrement militaire et administratif qui s'en est suivi pour engendrer le régime bolchevique ; aucune dose de déterminisme scientifique ne saurait prévaloir contre ce fait.

En second lieu, pour faire court, je prends exclusivement en considération le socialisme centralisé parce qu'il occupe une place d'honneur dans la discussion. Toutefois, il conviendrait de ne pas négliger d'autres possibilités. Certains aspects familiers des pratiques syndicales américaines suggèrent qu'une évolution orientée vers un certain type de socialisme corporatif (guild socialism, c'est-à-dire gestion de chaque branche ou entreprise par ses travailleurs et dans leur intérêt propre - et non pas par la collectivité et dans l'intérêt de tous les travailleurs-consommateurs. N. d. T.), et d'autres données familières suggèrent que les tendances observables (ou, tout au moins, certaines d'entre elles) peuvent être compatibles avec des modalités de réorganisation sociale qui ne sont aucunement socialistes, tout au moins au sens que nous avons donné à ce terme dans le présent exposé. Par exemple, une réorganisation de la société selon les directives de l'encyclique *Quadragesimo Anno*, bien que n'étant apparemment réalisable que dans les sociétés catholiques ou dans celles où la position de l'Église catholique est suffisamment forte, procurerait, à n'en pas douter, une alternative au socialisme qui permettrait d'éviter « l'État omnipotent ».

En troisième lieu, la plupart des tendances observables de toute nature ne s'exercent jamais intégralement. Par exemple, un régime socialiste qui s'établirait aux États-Unis serait, certes, singulièrement téméraire s'il s'avisait jamais d'empiéter sur l'indépendance subventionnée du *farmer* (propriétaire rural exploitant). La position même du « petit homme d'affaires » pourrait se révéler comme trop solide pour que la bureaucratie puisse la prendre d'assaut et il se pourrait donc qu'une large frange d'activités continue indéfiniment à être le théâtre de combinaisons de compromis entre le secteur public et le secteur privé.

Toutefois une autre considération est encore plus importante. Au fur et à mesure que les responsabilités économiques sont transférées du secteur privé au secteur public, beaucoup des convictions ou des appétits favorables à cette migration reçoivent satisfaction, en totalité ou en partie, si bien que la poussée vers la socialisation peut perdre de sa force. Certains économistes ajouteraient que tout mouvement graduel vers un système de planification économique centralisé a des chances d'engendrer certains développements défavorables, lesquels sont susceptibles d'exercer un effet de freinage. Le temps me fait défaut pour exposer les raisons pour lesquelles, notamment, des résultats tenus pour défavorables par des groupes suffisamment influents ont des chances d'exercer une action propulsive plutôt qu'une action inhibitrice : en d'autres termes, la cure (ou panacée) qui se suggère d'elle-même en cas de socialisation manquée ne consiste pas à désocialiser, mais bien à socialiser davantage. Cependant, il est essentiel, dans le cadre de notre propos, de noter que la plupart des arguments mis en avant aux fins d'aboutir à une conclusion favorable à la survivance de l'entreprise privée ne contestent pas réellement l'existence d'une tendance à la socialisation, au sens où nous entendons ce terme, mais contestent seulement que cette tendance soit destinée à réaliser complètement ses virtualités. Étant donné que personne ne saurait mettre en doute cette possibilité, le risque existe que la controverse dégénère en une bataille verbale, notamment aux États-Unis où la phraséologie a un si grand poids, où le terme « socialisme » n'est pas populaire, sinon auprès de quelques groupes minoritaires

relativement faibles, et où beaucoup de gens qui aiment l'onguent socialiste détestent son étiquette et préfèrent lui en substituer une autre - par exemple celle de « libéralisme »².

3. J'ai exposé en d'autres occasions les raisons donnant lieu à penser que le régime capitaliste tend à se détruire lui-même et que le socialisme centralisateur (compte tenu des nuances précisées ci-dessus) a les meilleures chances d'être son héritier présomptif. Ces raisons peuvent être résumées, brièvement et à vol d'oiseau, en quatre propositions. En premier lieu, le succès même avec lequel la classe des hommes d'affaires a développé les forces productives des États-Unis et le fait même que ce succès a créé de nouvelles normes d'existence pour toutes les classes ont paradoxalement miné la position sociale et politique de la dite classe des affaires, dont la fonction économique, bien que non désuète, tend à tomber en déshérence et à faire place à la bureaucratisation. En second lieu, étant essentiellement « rationnelle », l'activité capitaliste tend à répandre des habitudes d'esprit rationnelles et à détruire ces loyalismes et ces habitudes de subordination et de commandement qui sont pourtant essentielles à la gestion institutionnalisée des usines : aucun système social ne peut fonctionner s'il est exclusivement fondé sur un réseau de libres contrats conclus entre parties contractantes (légalement) égales, chacune de ces parties n'étant, par hypothèse, guidée par rien d'autre que par ses propres fins utilitaires (à court terme). En troisième lieu, l'attention presque exclusive réservée par la classe des hommes d'affaire aux tâches de l'usine et du bureau a grandement contribué à créer par carence un système politique et une classe intellectuelle dont la structure et les intérêts ont développé une attitude d'indépendance, puis, finalement, d'hostilité à l'égard des intérêts des grandes entreprises (*large-scale business*). Ces dernières sont de moins en moins capables de se défendre contre des razzias qui, à court terme, sont extrêmement fructueuses pour les autres classes.

Quatrièmement, en conséquence des trois phénomènes précédents, le barème de valeurs de la société capitaliste, bien qu'il soit causalement relié à sa réussite économique, perd son emprise, non seulement sur l'esprit public, mais encore sur la classe (stratum) « capitaliste » elle-même. Il me faudrait peu de temps (mais davantage que je n'en dispose) pour montrer comment il est possible d'expliquer, d'après ces lignes d'évolution, les campagnes modernes pour la sécurité, l'égalité et la réglementation (*economic engineering* - ajustage économique).

La meilleure méthode pour reconnaître jusqu'à quel point a avancé ce processus de désintégration de la société capitaliste consiste à observer la facilité avec laquelle ses implications sont acceptées par la classe des affaires elle-même et par les économistes très nombreux qui se considèrent comme opposés au socialisme (cent pour cent) et ont accoutumé de dénier l'existence de toute tendance orientée vers ce régime. Pour nous en tenir à ces derniers, non seulement ils se rallient sans discussion, mais même ils donnent leur approbation : 1° aux différents politiques de stabilisation économique visant à prévenir les récessions ou, à tout le moins, les dépressions - en d'autres termes, à une forte dose d'interventions publiques appliquées aux conjonctures, voire même à l'application du principe du « plein emploi » ; 2° à la « désirabilité d'une plus grande égalité des revenus (ces économistes précisant d'ailleurs rarement jusqu'à quel point ils sont disposés à s'avancer dans cette voie sans aller jusqu'à l'égalité absolue) ; 3° à un riche assortiment de mesures de réglementation des prix, fréquemment rationalisées en les assaisonnant de slogans braqués contre les « trusts » ; 4° à un contrôle public (dont le degré varie d'ailleurs, selon les auteurs, dans des limites très larges) sur les marchés de la main-d'œuvre et de la monnaie ; 5° à une extension indéfinie de la catégorie des besoins qui devraient être, dans le présent ou dans l'avenir, satisfaits par l'initiative publique, soit gratuitement, soit selon le principe appliqué à la rémunération des services postaux ; enfin, bien entendu, 6° à tous les types de sécurité sociale. Il existe, m'a-t-on dit, une montagne suisse sur laquelle se sont tenus des congrès d'économistes qui ont condamné la plupart, sinon tous, les points d'un tel programme. Mais ces anathèmes sont tombés dans le vide et n'ont pas même suscité des contre-attaques.

*On se méprendrait complètement sur mon argumentation si l'on s'imaginait que je désapprouve ou que je désire critiquer aucune des mesures que je viens d'énumérer. Je ne suis pas non plus de ceux qui les qualifient toutes, ou qui en qualifient certaines, de « socialistes ». Telles d'entre elles ont été adoptées dès le XVIIIe siècle par des souverains conservateurs, voire même autocratiques ; d'autres ont figuré sur les programmes de partis conservateurs et ont été mises à exécution par eux longtemps avant l'ère du *New Deal**

² Pour des raisons évidentes, cette répugnance est encore plus forte à l'égard du terme « communisme », qui pourtant (abstraction faite de sa coloration russe) devrait être utilisé comme un synonyme du terme « socialisme ».

de Roosevelt. Le seul point sur lequel je tiens à insister consiste dans le fait que nous nous sommes, à n'en pas douter, considérablement éloignés des principes du capitalisme de laisser-faire et aussi sur le fait qu'il est possible de développer et de réglementer les institutions capitalistes en sorte que les conditions de fonctionnement des entreprises privées ne diffèrent plus guère de la planification socialiste authentique. Certes, les économistes auxquels je pense soulignent les différences qui, selon eux, ont des chances de persister. Ils ne sont pas tous d'accord sur l'emplacement précis où s'arrêtera, à mi-chemin entre le libéralisme et le socialisme, leur maison démontable. Mais ils reconnaissent tous ce que Marx n'a pas su reconnaître : d'une part, les immenses capacités productives du système capitaliste qui promet aux masses des niveaux d'existence indéfiniment plus élevés, complétés par des services gratuits, le tout *sans* expropriation complète des expropriateurs » - d'autre part, la mesure dans laquelle les intérêts capitalistes peuvent en fait être expropriés sans paralyser le système capitaliste et la mesure dans laquelle on peut faire fonctionner ce système dans l'intérêt des travailleurs. Ayant découvert cette possibilité d'un *capitalisme travailliste*, ces économistes en arrivent à conclure que *ce* capitalisme peut survivre indéfiniment, tout au moins s'il est placé dans certaines conditions favorables. Or, les événements peuvent effectivement tourner de la sorte, mais ma thèse n'en serait pas réfutée pour autant. Capitalisme ne signifie pas seulement que la maîtresse de maison peut influencer la production agricole en faisant son choix entre les lentilles et les haricots ; ou que l'adolescent peut décider, à sa convenance, de travailler dans une ferme ou dans une usine ; ou que les gérants des entreprises ont voix au chapitre lorsqu'il s'agit de décider ce que l'on produira et comment on le produira : capitalisme signifie toujours un système de valeurs, une attitude à l'égard de l'existence, une civilisation - la civilisation de l'inégalité et des fortunes familiales. Or, cette civilisation est en voie de disparition rapide. Chacun de nous peut déplorer cette circonstance ou s'en réjouir tout son saoul ; mais, de grâce, ne fermons pas les yeux sur l'évidence.

Reste un problème authentique. Les diagnostics impliquant des conséquences favorables à la survivance d'un travaillisme (*laborism*) s'appuient tous fortement sur l'extrapolation du développement actuel, sensationnel, des forces productives de la société. Cependant ces diagnostiqueurs, optimistes ne commettent-ils pas une pétition de principe? En effet, les achèvements du passé ont été réalisés par un capitalisme plus ou moins libre d'entraves, mais on ne saurait affirmer sans autre forme de procès que le travaillisme continuera à accomplir des performances analogues. Même si l'on ne se rallie aucunement à la thèse des stagnationnistes telle qu'ils la présentent, on ne saurait s'empêcher d'être troublé par l'idée que, tout compte fait, cette thèse pourrait bien être confirmée par l'événement si le système de l'initiative privée venait à être surchargé, « réglementé » et brimé en permanence au delà de sa capacité d'endurance. En pareil cas, une solution socialiste intégrale pourrait s'imposer, comme un moindre mal, même aux adversaires du socialisme.

II

La transformation d'un régime social en un autre constitue un processus continu mais, en soi, très lent. L'observateur qui étudie une tranche relativement courte d'une période « calme » peut fort bien avoir l'impression que le cadre social analysé par lui n'a subi aucune modification. En outre, ce processus est fréquemment coupé par des réactions, qui, considérées en elles-mêmes, peuvent suggérer à l'observateur l'existence d'une tendance opposée. Cependant nous constatons également à certaines époques des accélérations dont l'une des causes les plus évidentes consiste dans les grandes guerres. Il se peut que, dans le passé, des guerres heureuses aient renforcé le prestige de la classe dirigeante et la solidité du cadre institutionnel auquel cette classe était associée. Mais il n'en va pas de même dans les conditions modernes. Certes, la première guerre mondiale n'a guère affecté aux États-Unis la situation sociale, car l'effort de guerre n'avait été ni suffisamment épuisant, ni suffisamment prolongé pour laisser des cicatrices permanentes. En Europe, par contre, les choses se passèrent différemment. Dans les pays vaincus où la charpente avait pris feu, la tendance latente à la reconstruction socialiste a manifesté son existence en émergeant à la surface et, pendant une courte période, en emportant tout sur son passage. Il est encore plus frappant de constater que des phénomènes analogues se sont produits (mais, bien entendu, sur une échelle beaucoup plus réduite) au sein des nations victorieuses. En France, la république bourgeoise a cessé de fonctionner comme avant 1914. En Angleterre, un parti de travailleurs, qui n'était cependant pas socialiste, mais qui était influencé par une aile socialiste, a accédé non pas en fait au pouvoir, mais tout au moins aux emplois. Enfin, dans ces deux pays, l'attitude du secteur public à l'égard du système de l'initiative privée a fait sans bruit l'objet d'une transformation fondamentale.

Si l'on admet la préexistence d'une tendance orientée vers l'objectif socialiste, il n'est pas malaisé de saisir les causes de telles évolutions. Bien que les partisans du maintien des mesures appliquées pendant les années d'économie de guerre n'aient pas rencontré beaucoup d'écho et bien que l'irritation du public à l'encontre des réglementations de guerre ait, provisoirement, fait obstruction à toute nouvelle tentative de dirigisme, l'expérience a prouvé l'impossibilité d'un retour aux politiques économiques d'avant 1914 - même lorsque cette restauration fut énergiquement tentée. Cette impossibilité a été vérifiée avec éclat par la politique anglaise de l'or et par son échec final : dans un monde qui n'était plus celui de la libre entreprise, l'étalon-or - l'enfant terrible qui ne peut s'empêcher de crier sur les toits les vérités déplaisantes - refuse de fonctionner.

La crise mondiale et la seconde guerre mondiale ont agi comme des « accélérateurs » supplémentaires, dont les États-Unis, cette fois-ci, ont également ressenti les effets. Ces deux drames ont créé des situations morbides qui ont donné, à tort ou à raison, l'impression d'être trop graves pour être traitées par les remèdes qui se seraient recommandés d'eux-mêmes aux hommes de l'âge de la libre initiative. La classe des hommes d'affaires elle-même, effrayée par les « ajustements » que l'application de ces remèdes aurait impliqués, accepta - tout en bougonnant constamment cela va sans dire - des réglementations artificielles (*gadgets of regulation* : un « gadget » est un mécanisme conçu pour résoudre un problème de la vie pratique - par exemple, l'épluchage des légumes ou le cirage des chaussures. N. d. T.), destinées à prévenir le retour des expériences fâcheuses de 1929-1933, puis, à partir de la guerre, d'autres réglementations visant à prévenir une crise d'après-guerre analogue à celle de 1921. A coup sûr, cette classe a beaucoup appris et davantage encore désappris au cours du dernier quart de siècle. Elle a également accepté de nouvelles charges fiscales dont une simple fraction aurait été tenue pour insupportable il y a cinquante ans - notamment, soit dit en passant, par tous les économistes marquants de cette époque. Il n'importe d'ailleurs pas de savoir si la classe des affaires accepte ou non cette situation nouvelle. La puissance de la classe ouvrière est presque suffisamment grande en elle-même - et elle l'est plus que largement de par l'alliance des travailleurs avec d'autres groupes qui ont répudié, effectivement sinon formellement, leur allégeance au système de valeurs inhérent à l'économie de profit - pour empêcher toute réaction allant au delà du raboutage occasionnel d'arêtes rugueuses.

Encore une fois : je ne soutiens pas un seul instant que les contours à long terme de l'histoire sociale soient sculptés par de simples événements, fussent des événements aussi importants que les « guerres totales », ni par les situations politiques qui en dérivent, ni par les attitudes ou les sentiments observés ou éprouvés à l'égard de ces situations par les individus ou les groupes : ces grandes lignes d'évolution ressortissent, en effet, à des forces beaucoup plus profondes. Mais je soutiens que de tels événements et les situations résultantes peuvent écarter des obstacles qui obstruent les canaux par où progressent les tendances plus fondamentales, obstacles qui, alternativement, auraient ralenti l'allure de l'évolution sociale. Il convient d'observer que cette action de déblaiement ne constitue pas nécessairement aux yeux du socialiste sérieux un motif pour se féliciter de tels événements, car l'évolution vers le socialisme serait, certes, plus lente en leur absence, mais eue serait également plus régulière. Les réactions ou la survivance de situations incontrôlables seraient moins probables. La coordination des développements intervenant dans les différents secteurs de la vie nationale serait plus parfaite. En effet, de même que l'existence d'une opposition efficace constitue une condition du fonctionnement régulier d'un gouvernement démocratique, de même l'existence de forces économiques résistant aux transformations institutionnelles peut être nécessaire aux fins d'empêcher que la vitesse de ces transformations ne dépasse les limites de sécurité. Or, l'un des facteurs les plus puissants parmi ceux qui contribuent à accélérer les mutations sociales consiste caris l'inflation. Des autorités multiples ayant reconnu que rien n'ébranle aussi fortement le cadre d'une société que ne le fait l'inflation, il n'est guère nécessaire d'insister davantage sur cette proposition. Si nous l'acceptons, il résulte des indications immédiatement précédentes sur la préférence à donner à une évolution plus lente, mais plus régulière, que, à tous les points de vue concevables (sauf à celui des seuls révolutionnaires irresponsables), il y a, au lendemain d'une guerre, un intérêt primordial à ajuster le processus économique d'un pays en sorte qu'il cesse de continuer à sécréter davantage d'inflation. Mais, simultanément, il est évident qu'il est extrêmement difficile de mettre un terme à l'inflation dans un monde où chacun appréhende les conséquences à court terme d'une telle politique et où tels des ajustements qu'elle réclame - notamment la hausse de certains prix antérieurement contrôlés, sans hausse corrélative des salaires nominaux - ne sont absolument pas «

politiquement possibles »³. La technique qui s'imposait évidemment aux États-Unis étant donné les circonstances et qui a effectivement été appliquée après 1945 - au milieu d'un concert de récriminations mutuelles, mais également avec un assez large degré de consentement mutuel - a consisté à édulcorer les difficultés de transition en injectant au système économique une bonne dose d'inflation contrôlée du temps de paix, rendue d'ailleurs plus efficace par le maintien d'un niveau élevé de dépenses militaires et par la politique d'aide à l'Europe. Tous ces expédients ont substantiellement joué le rôle qui leur était imparti et, comme il devenait évident aux yeux de la majorité du public (mais non de tous les économistes), qu'une période d'expansion économique vigoureuse, provoquant de larges demandes d'investissement, allait s'ouvrir, l'espoir que des troubles majeurs seraient évités et que l'économie américaine se développerait moyennant une hausse lente du niveau des prix - cet espoir n'était pas, jusqu'à nouvel ordre, entièrement déraisonnable - quoi qu'il pût advenir à l'étranger, exception faite pour une troisième guerre mondiale.

Toutefois, des considérations de cette nature ne font pas état d'une circonstance très grave. A un niveau élevé d'emploi (il semble bien que nous soyons en train, et ce n'est certes pas trop tôt, d'abandonner les slogans du « plein » emploi), que ce niveau soit « naturel » ou qu'il soit atteint sous la pression d'une politique vigoureuse d'emploi, les revendications salariales ou d'autres revendications, ayant pour effet d'accroître le coût monétaire de l'utilisation de la main-d'œuvre, deviennent à la fois inévitables et inflationnistes. Ces revendications deviennent inévitables parce que l'intensité de l'emploi fait disparaître la seule raison susceptible d'empêcher qu'elles soient formulées. Et ces revendications deviennent inflationnistes, car, quand les facteurs productifs sont fortement utilisés, les crédits bancaires et la révision en hausse des prix fournissent une méthode parfaitement commode pour y donner satisfaction. Bien que la négociation des contrats collectifs continue à s'effectuer à l'échelon des syndicats individuels, le mouvement revendicatif se généralise en fait, si bien que l'économie nationale est entraînée vers la situation keynésienne dans laquelle le taux nominal des salaires n'affecte plus la production, ni l'emploi, mais seulement la valeur de l'unité monétaire. Les positions des chefs syndicaux et du gouvernement étant ce qu'elles sont, il n'existe aucun frein susceptible d'arrêter ce processus qui - sous réserve des exceptions tenant à la situation particulière de certaines firmes - ne peut que se traduire par une pression inflationniste perpétuelle⁴. La mise à contribution croissante du Trésor public ainsi que nos méthodes de fiscalités hyper-progressives aggravent, bien entendu, cette situation, mais elles ne l'ont pas créée.

Il est à peine nécessaire de rappeler que des ruptures de prix analogues à celles qui se sont produites et se produiront de nouveau ne démentent en rien l'existence d'une pression inflationniste. Même en laissant de côté les mouvements d'après-guerre ayant affecté les prix agricoles et d'autres cas qui s'expliquent d'eux-mêmes, de telles ruptures surviennent, d'une manière caractéristique, au cours de chaque inflation - et l'on pourrait en emprunter des exemples frappants à la grande inflation allemande qui a sévi au lendemain de la première guerre mondiale. Les personnes qui sont « prises » dans de telles baisses s'écrient alors : Alerte à la déflation! et il en va de même de ceux de nos collègues économistes qui sont soucieux de redorer le blason de leurs pronostics déflationnistes démentis par l'événement et qui d'ailleurs paraissent congénitalement incapables de prévoir rien d'autre que la déflation. Au demeurant, le fait que des hésitations quelconques soient possibles sur la question de savoir si notre société est menacée par l'inflation ou par la déflation constitue un grand compliment, d'autant plus sincère qu'il est involontaire, à l'adresse des forces productives de l'industrie américaine.

III

Un état de pression inflationniste perpétuelle se traduira qualitativement par toutes les conséquences - affaiblissement du cadre social de la nation et renforcement des tendances subversives (pour soigneusement enrobées qu'elles soient dans des phraséologies « libérales ») - que tout économiste compétent a accoutumé d'associer aux inflations plus spectaculaires. Mais ce n'est pas tout : en outre, certains des remèdes normaux applicables à de telles situations inflationnistes, non seulement n'amélioreront pas celle que nous observons

3 La procédure alternative, consistant à comprimer les autres prix ainsi que les salaires nominaux, est, non seulement encore moins « politiquement possible », mais aussi beaucoup plus difficile à mettre en oeuvre sans provoquer une dépression sérieuse.

4 N. d. T. - Sur le mécanisme de l'inflation salariale, cf. *La Lutte contre l'Inflation et la Stabilisation Monétaire*, par Gaël Fain, Payot, Paris. Sur les effets perurbateurs causés par l'inflation (et, ajouterons-nous, par la déflation), cf. *J'Ordre social*, par Jacques Rueff, Librairie de Médicis. Et du même auteur, *L'âge de l'inflation*, Payot, Paris.

présentement aux États-Unis, mais ils l'aggraveront même. Il me semble que ce risque n'est pas pleinement apprécié : examinons donc brièvement, infiniment trop brièvement, trois-catégories de tels remèdes.

1. La plus orthodoxe de toutes les mesures visant à contrôler l'inflation consiste à agir sur le volume des emprunts en élevant les taux d'intérêt ou en rationnant le crédit, et ainsi de suite. Je sais parfaitement, bien entendu, que les taux nominaux d'intérêt doivent être libérés de l'état des politiques d'argent à bon marché si *l'on entend revenir à un état normal au sens d'une économie de libre entreprise* et que, aux yeux de quiconque souhaite le retour à un tel état normal, la libération - ou la reconstruction - d'un libre marché monétaire doit représenter un desideratum d'importance primordiale. Toutefois, ce point de vue libéraliste ne change rien au fait que, à l'heure présente, une politique de crédit restrictive se traduirait aux États-Unis par des conséquences foncièrement différentes de celles que nous pourrions en attendre, si nous nous en tenions à la vieille théorie de la politique du crédit. Même à supposer (pour donner le maximum de chances à ses partisans) que nous acceptions cette théorie sans aucune réserve, nous ne pouvons nous empêcher d'observer qu'elle avait été élaborée en considération d'un monde où tout était flexible et qui ne s'effrayait pas des « récessions curatives » (*remedial recessions*), si l'on me passe ce terme. Dans un tel monde, on supposait qu'une hausse des taux d'intérêt avait pour effet de comprimer le volume de l'activité, les salaires nominaux et *l'emploi*. A coup sûr, de tels résultats ne se matérialiseraient pas de nos jours et, si tel était néanmoins le cas, leur apparition provoquerait immédiatement des interventions gouvernementales visant à les neutraliser. En d'autres termes, des restrictions contemporaines de crédit n'auraient guère d'autre effet que d'accroître les difficultés des entreprises. Il en irait ainsi, jusqu'à un certain point, même dans le cas du crédit à la consommation (ventes à tempérament), bien que certains résultats pourraient être apparemment atteints dans cet ordre d'idées⁵.

2. La méthode consistant à contrôler l'inflation en majorant les impôts (remède non moins orthodoxe, mais qui jouit auprès des économistes modernes d'une faveur qu'ils refusent aux restrictions de crédit) se heurte à des difficultés analogues. Il est parfaitement exact que l'inflation pourrait être inhibée dans quelque mesure en accroissant les impôts de consommation - et ce serait même faire acte de bon keynésianisme en présence d'une situation inflationniste. Mais si le tour de vis fiscal devait porter sur les bénéfices des sociétés et sur les tranches supérieures des revenus assujetties à l'impôt progressif, l'effet d'inhibition exercé sur la pression inflationniste serait faible, dans l'hypothèse la plus favorable, et pourrait même fort bien faire place à un effet d'accélération. Si, en effet, le taux actuel de progrès industriel doit être maintenu et si, par conséquent, le taux actuel de mise au rancart des équipements désuets doit être également maintenu, il deviendrait nécessaire, en cas de pression fiscale renforcée sur les bénéfices des sociétés et sur les épargnes des riches, de recourir de plus en plus au crédit bancaire inflationniste aux fins de compenser la réduction des moyens de financement non inflationnistes qui resteraient disponibles. Alternativement, un abaissement de ces taux de progrès et de désuétude atténuerait, certes, dans l'immédiat, la pression inflationniste, mais il la renforcerait à long terme⁶.

3. Le troisième remède familier consiste dans les contrôles directs - fixation des prix, priorités et ainsi de suite (y compris les subventions). Il n'est pas nécessaire de nous attarder longtemps sur les raisons qui expliquent leur grande popularité dans certains secteurs de l'opinion publique. Du point de vue de la bureaucratie, notamment, leur restauration équivaldrait à la reconquête du terrain perdu depuis la fin de la guerre ; du point de vue des syndicats ouvriers, elle constituerait un avantage décisif dans leur campagne menée contre le profit ; mais, du point de vue des entreprises, elle signifierait la fermeture d'une ligne de retraite qui leur reste ouverte aussi longtemps que la plupart des attaques dirigées contre elles (sinon toutes ces attaques) peuvent être bloquées en partie, sinon en totalité, par des ajustements de prix. Ou, à tout le moins, l'accès de cette ligne de repli dépendrait désormais du bon plaisir du gouvernement et il n'y a aucune raison de penser que celui-ci en autoriserait l'utilisation aux fins de procurer aux entreprises les ressources dont elles ont besoin pour perfectionner le mécanisme de la production. En d'autres termes, le contrôle des

5 N. d. T. - Des restrictions à cette modalité de crédit ont effectivement été édictées par les autorités américaines après le début des hostilités en Corée.

6 Il n'est pas difficile de saisir la raison pour laquelle cet argument ne fait pas impression sur nos amis de gauche. Mais il m'est, je l'avoue, difficile de comprendre la position de certains excellents économistes, que l'on ne saurait soupçonner de nourrir secrètement le désir de voir notre système industriel placé dans l'impossibilité de fonctionner avec succès, mais qui, néanmoins, inscrivent la réduction des investissements industriels sur la liste des procédés acceptables visant à lutter contre l'inflation tant aux États-Unis qu'en Angleterre. Il convient de noter incidemment que l'opinion de certains durs à cuire conservateurs - selon qui des impôts élevés et fortement progressifs pourraient aggraver et des exonérations (judicieusement appliquées aux points sensibles) pourraient réduire les risques inflationnistes - ne mérite pas nécessairement tous les quolibets par lesquels on l'accueille d'ordinaire.

prix peut se traduire par une capitulation de l'initiative privée devant l'autorité publique, c'est-à-dire par un grand pas dans la direction de l'économie intégralement planifiée⁷.

Je ne prétends pas prophétiser : je me borne à constater les faits et à signaler les tendances révélées par ces faits.

Une pression inflationniste perpétuelle peut jouer un rôle important dans la conquête éventuelle du système des entreprises privées par la bureaucratie - ces entreprises étant rendues responsables des frictions et à-coups résultant de l'inflation et ceux-ci servant de prétextes à de nouvelles restrictions et réglementations. Je ne veux pas insinuer qu'aucun groupe accomplisse une telle manœuvre de propos délibéré - mais aussi bien les propos ne sont-ils jamais complètement délibérés. Une situation peut fort bien émerger dans laquelle la majorité du public considérerait la planisation intégrale comme le moindre des maux possibles. Ces personnes ne qualifieront certainement pas ce régime de « socialisme » ou de « communisme » et l'on est en droit de présumer qu'elles consentiront certaines exceptions en faveur des agriculteurs, des détaillants et des petits industriels : dans ces conditions, le capitalisme (le système de la libre entreprise), en tant que système de valeurs, de mode d'existence et de civilisation, pourrait bien sembler ne plus peser assez lourd pour que l'on se préoccupe de son sort.

Le génie américain de la production en masse, sur les performances antérieures duquel sont fondées toutes nos prévisions optimistes relatives à la prolongation du mode d'existence capitaliste, sera-t-il à la hauteur de cette épreuve? Je n'ose pas l'affirmer et je n'ose pas affirmer davantage que les politiques responsables de cette situation puissent être renversées.

Marx s'est trompé dans son pronostic des modalités d'effondrement de la société capitaliste - mais il n'a pas eu tort de prédire qu'elle s'effondrerait finalement. Les stagnationnistes se trompent dans leur diagnostic des motifs en vertu desquels le progrès capitaliste doit faire place à la stagnation - mais il est parfaitement possible que l'expérience confirme leur pronostic de stagnation... si le secteur public leur prête suffisamment main-forte.

⁷ Joseph Schumpeter a interrompu ici la rédaction de ses notes. Les auditeurs de sa communication se rappelleront que son temps de parole était presque épuisé et qu'il a conclu très succinctement en revenant à ses remarques initiales portant sur les conséquences que la pression inflationniste actuelle est appelée, étant donné la situation politique en 1949, à exercer sur l'avenir économique des États-Unis. Certains des points effleurés par lui avec « une brièveté désespérante » ont été plus longuement développés dans *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, ainsi que dans un article intitulé « Il est toujours temps d'arrêter l'inflation », publié dans *Nation's Business*, n° juin 1948. Les paragraphes suivants ont été reconstruits de mémoire et d'après les notes utilisées pour la communication.